

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 4 FÉVRIER 2021

### Délibération n° 2021-014- DC

<b>Date d'affichage :</b> <b>Le 11 février 2021</b>	Le quatre février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis, en visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt neuf janvier deux mille vingt et un.
<b>Effectif statutaire :</b> 81 <b>Membres en exercice :</b> 81 <b>Quorum :</b> 41 <b>Présents :</b> 64 <b>Excusé(s) :</b> 11 <b>Dont représenté(s) :</b> 7 <b>Absent(s) :</b> 6  <b>Nombre de votants :</b> 71	<b>Présents : (64)</b> Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAT, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME. <b>Dont suppléé(s) remplacé(s) :</b>
<b>Secrétaires de séance :</b>  <i>Colette GAGNEUX de Doué-en-Anjou et Pierre de BOUTRAY de Saint Macaire du Bois</i>	<b>Excusés : (11)</b> Guy BERTIN, Sophie TUBIANA, Didier ROUSSEAU, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gérard POLICE, Alain BOURDIN, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Nathalie LIEBAULT, Noël NERON <b>Dont excusés ayant donné pouvoir : (7)</b> Guy BERTIN à Béatrice BERTRAND, Sophie TUBIANA à Isabelle DEVAUX, Gérard POLICE à Christian RUAULT, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Sylvie TAUGOURDEAU, Noël NERON à Béatrice GUILLON.  <b>Absents : (6)</b> Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Emmanuel BRAULT, Benoît LAMY, Sylvain LEFEBVRE

### PACTE FISCAL ET FINANCIER DE SOLIDARITÉ (PFFS) - MODIFICATIONS APPORTÉES À LA DÉLIBÉRATION N° 2018/153 DC DU 15 NOVEMBRE 2018

Dans la continuité d'une nécessaire solidarité entre les différents échelons d'intervention publics, il apparaît pertinent d'ajuster les principes de relations entre les communes et notre intercommunalité au profit des habitants et entreprises de nos territoires communs.

La Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) et la taxe d'aménagement sont encaissées sur le territoire du lieu d'implantation du bâtiment, du terrain ou de l'entreprise majoritairement par la commune et minoritairement par l'agglomération.

Dans le cadre du Pacte Financier et Fiscal de Solidarité adopté en 2018, le bloc communal a fait le choix, dans le cas où l'agglomération gère une zone d'activités économiques, qu'une partie de la part communale de la TFPB acquittée par les entreprises implantées sur cette zone soit affectée à l'agglomération. De la même manière, il est prévu que la taxe d'aménagement perçue par les communes sur les zones d'activités économiques soit intégralement reversée à la Communauté d'Agglomération.

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et afin de soutenir le commerce et l'artisanat sur le territoire, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est amenée à acquérir des biens en dehors des zones d'activités économiques communautaires.

Ainsi, il est proposé d'étendre le dispositif dans le cadre d'acquisitions de bâtiments à vocation économique hors zones d'activités comme suit :

- 94% du produit de la TFPB communale concernée reversé à la communauté,
- 6% du produit de la TFPB communale concernée conservé par la commune d'implantation,
- reversement de la taxe d'aménagement lorsque des travaux sont réalisés par la Communauté d'agglomération.

**Aussi,**

Accusé de réception en préfecture  
049-200071876-20210215-2021-014-DC-DE  
Date de télétransmission : 15/02/2021  
Date de réception en préfecture : 16/02/2021

**Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;**

**Vu l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts modifié notamment par la Loi 2015-991 dite « Loi NOTRe » du 7 août 2015 ;**

**Vu la délibération n° 2018/153 DC, en date du 15 novembre 2018 adoptant les termes du pacte financier et fiscal de solidarité ;**

**Vu l'avis favorable de la commission « Finances - Ressources humaines - Mutualisation et systèmes d'information » du 26 janvier 2021 ;**

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

**- D'AJOUTER ainsi qu'il suit :**

**Au point 5. LES RELATIONS FINANCIÈRES ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LES COMMUNES**

**1. Les conventions de partage de fiscalité (Taxe Foncière et Taxe d'Aménagement)**

**Taxe Foncière**

Il est acté, au travers du présent PACTE, le mécanisme de partage conventionnel de la taxe foncière communale sur les propriétés bâties, pour les acquisitions par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, de bâtiments à vocation économique hors zones d'activités économiques comme suit :

- 94% du produit de la TFPB communale concernée reversé à la communauté,
- 6% du produit de la TFPB communale concernée conservé par la commune d'implantation ;

**Taxe d'aménagement**

Il est acté au travers du présent PACTE le mécanisme de reversement à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de 100 % de la TA payée par cette dernière lorsqu'elle a réalisé des travaux sur ses bâtiments économiques même hors ZAE.

**- DE DIRE** qu'il sera pris toutes mesures utiles à la mise en œuvre de ces modifications ;

**- D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de cette affaire.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 71 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

**15 FEV. 2021**

Date de réception en sous-préfecture :

**15 FEV. 2021**

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Pour Extraire Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET



Matière de l'acte	7. Finances locales	7.10 Divers 7.10.5 Autres
-------------------	---------------------	---------------------------

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*